

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SECURITE SOCIALE

Sommaire

DOCTRINE

Patrice Adam : Harcèlement moral (managérial), dénonciation d'actes répréhensibles par le salarié et réaction patronale.

Michèle Bonnechère : Sur l'ordre public en droit du travail : les principes sont toujours là...

Robert Charvin : Les contre-réformes de la protection sociale : le droit social, les juristes au pays des merveilles.

JURISPRUDENCE

voir notamment

Secret des correspondances, trouble objectif dans le fonctionnement de l'entreprise et droit disciplinaire.

Cour de cassation (Ch. mixte) 18 mai 2007 - Note Stéphane Ducrocq (p. 18)

L'avis émis par un comité de suivi d'un accord collectif ne comprenant que les représentants des organisations signataires n'a pas valeur d'avenant interprétatif.

Cour de cassation (Ch. Soc) 11 juillet 2007 - Note Marie-Pierre Iturrioz (p. 27)

L'employeur n'est pas habilité à imposer aux salariés un service minimum pour raison de sécurité durant une grève.

Tribunal de grande instance d'Aix-en-Provence (1^{re} sect. A) 5 juillet 2007 - Note Arnaud de Senga (p. 29)

Le droit d'agir en justice constitue l'expression d'une liberté fondamentale envers laquelle toute restriction est entachée de nullité.

Cour d'appel d'Aix-en-Provence (9^{eme} ch. B) 7 juin 2007 - Note Antoine Lounis (p. 34)

L'appréciation de l'ancienneté dans l'entreprise après transfert conventionnel lors de la désignation d'un délégué syndical.

Cour de cassation (Ch. Soc) 19 septembre 2007 - Avis Jacques Duplat et note Pascal Rennes (p. 42)

CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Arrêts récents de la Cour de cassation résumés par **Thierry Tauran** (pp. 3 et 4 de la couverture).



JANVIER 2008

Doctrine :

Harcèlement moral (managérial), dénonciation d'actes répréhensibles par le salarié et réaction patronale, par **Patrice Adam**, Maître de conférences en droit privé, Université Nancy 2 (CERIT/CRDP) 1
 Annexe : HARCÈLEMENT MORAL ET DISCRIMINATION – 1° Action en justice visant à obtenir réparation – Licenciement pour perte de confiance – Mesure de rétorsion – Nullité de la rupture (L.122-45-2) – Indemnisation – 2° Rémunération – Réalisation d'objectifs – Abattement sur prime – Sanction pécuniaire – Management (moderne) sous forme de menaces disciplinaires réitérées – Caractère collectif du harcèlement – Dégradation des conditions de travail – Affichage de la décision.
COUR D'APPEL DE PARIS (21^{ème} ch. C) 11 octobre 2007 7

Sur l'ordre public en droit du travail : les principes sont toujours là..., par **Michèle Bonnechère**, Professeur à l'Université d'Evry, Val d'Essonne 11

Les contre-réformes de la protection sociale : le droit social, les juristes au pays des merveilles, par **Robert Charvin**, Professeur agrégé des Facultés de Droit, Doyen honoraire de la Faculté de Droit, des Sciences politiques, économiques et de Gestion de l'Université de Nice-Sophia Antipolis 14

Document :

Encore et toujours à propos de la représentation obligatoire devant la Cour de cassation en matière prud'homale 21

Jurisprudence :

ACCIDENTS DU TRAVAIL – Accident mortel survenu sur un chantier de renouvellement de voies de chemin de fer – Maintien des circulations sur la voie voisine – Employeur ayant nécessairement conscience du danger – Insuffisance des mesures prises pour l'éviter, en fonction de la situation et des circonstances – Faute inexcusable de l'employeur.
1) TRIBUNAL DES AFFAIRES DE SECURITE SOCIALE DE LILLE, 3 mai 2005 22
2) COUR D'APPEL DE DOUAI (Ch. soc.) 13 avril 2007 23
Note Francis Saramito 24

CONSEILS DE PRUD'HOMMES – Règlement des créances – Société en liquidation amiable – Clôture des opérations malgré le défaut de règlement de la créance – Responsabilité du liquidateur engagée (oui).
COUR DE CASSATION (Ch. Com.) 26 juin 2007 24

CONTRAT DE TRAVAIL – 1) Droits et libertés fondamentaux – Secret des correspondances – Protection (oui) – Absence de mention "personnel" sur un courrier – Ouverture par l'employeur (oui) – 2) Droit disciplinaire – Fait relevant de la vie personnelle du salarié (oui) – Trouble dans l'entreprise – Manquement présentant un caractère disciplinaire (non) - Sanction (non).
COUR DE CASSATION (Ch. mixte) 18 mai 2007 25
Note Stéphane Ducrocq 26

CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Interprétation – Comité de suivi de l'accord – Avis – Portée – Avenant interprétatif (non) – Interprétation liée du juge prud'homal (non).
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 11 juillet 2007 27
Note Marie-Pierre Iturrioz, Conseillère confédérale sur les questions de garanties collectives et salaires, Membre titulaire de la Commission nationale de la négociation collective 28

GREVE – Contraintes de sécurité – Respect – Ediction d'un service minimum par l'employeur (non) – A défaut d'accord, renvoi à la réquisition par l'Administration.	
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE D'AIX-EN-PROVENCE (1^{re} sect. A) 5 juillet 2007	29
Note Arnaud de Senga	31
LIBERTES ET DROITS FONDAMENTAUX – Respect du droit d'agir en justice – Action en requalification (CDD et temps partiel) – Proposition patronale de régularisation en échange d'un désistement – Echec – Licenciement à titre de rétorsion – Atteinte à une liberté fondamentale – Nullité de la rupture – Réintégration.	
COUR D'APPEL D'AIX-EN-PROVENCE (9^e ch. B) 7 juin 2007	34
Note Antoine Lounis, Avocat au Barreau d'Aix-en-Provence	36
PROTECTION DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL – Licenciement pour motif économique – Autorisation administrative délivrée – Priorité de réembauchage – Refus de l'employeur considéré comme discriminatoire et nul – Réembauchage ordonné par la formation de référé (première espèce). – Rejet par le premier président de la Cour d'appel de la demande d'arrêt de l'exécution provisoire de l'ordonnance de référé (deuxième espèce).	
1) CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE THIONVILLE (référé) 30 mai 2007	38
2) COUR D'APPEL DE METZ (ch. référés) 28 juin 2007	40
Note Pascal Rennes	41
SYNDICATS PROFESSIONNELS – Délégué syndical – Désignation – Entreprise de nettoyage – Transfert volontaire des contrats de travail – Clause conventionnelle de reprise d'ancienneté évasive – Ancienneté dans l'entreprise maintenue pour l'exercice des droits syndicaux.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 19 septembre 2007	42
Avis de Jacques Duplat, Avocat général	42
Note Pascal Rennes	44
TEMPS DE TRAVAIL – Travail intermittent – Instauration – Conditions – Accord collectif – Clause conventionnelle devant désigner de façon précise les emplois permanents concernés – A défaut irrégularité du recours au contrat intermittent.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 27 juin 2007	44
Note Claudy Ménard	45
TRANSFERT D'ENTREPRISE – Effets – Reprise des contrats de travail – Obligation d'information du repreneur à l'égard des salariés dont il connaît l'existence.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 4 juillet 2007	46

RPDS n° 752 - Décembre 2007

Au sommaire :

- Rupture du contrat de travail à l'initiative du salarié.
- La retraite progressive
- *Pratique prud'homale* : La péremption d'instance
- L'actualité juridique (sommaires de jurisprudence)

Commandes à : **NSA La Vie Ouvrière, BP 88, 27190 Conches en Ouche**

Prix du numéro : **6,20 € (+ forfait de 3 € par envoi).**

Abonnement : **65 € par an à NSA La Vie Ouvrière,**
BP n° 50119, 92244 Malakoff cedex.

Commandes et abonnement en ligne sur notre site Internet www.librairie-nvo.com

